

London 1^{re} Février
1894

M. le Marquis
Je me suis empressé
de porter à la connaissance
de mon Gouvernement les
remarques sur le projet
de traité pour l'extradition
de malfriseurs que V. S.
a voulu bien me communi-
quer par votre office
du 8 Janvier d.

Mon Gouvernement
me charge actuellement de
soumettre les observations
suivantes à V. S.

La remarque, que les
~~expenses~~ de l'Art. XVI
~~seraient ambiguës~~ ne lui
semble pas justifiée, mais
comme l'Art. XI dit avec
la rédaction proposée
par V. S. paraît suffisamment clair,
il ne désire pas s'opposer
à la suppression des mots
incriminés.

D'autre part mon gouver-
nement peut difficilement
adhérer à la proposition de
supprimer les mots : "as well
as those resulting from the
conveyance or return of
convicted witnesses". Par
cette suppression, les frais de
l'addition de témoins seraient
portés à la charge de l'étranger
qui aurait demandé cette
addition. Et la remarque
de V. S. que pareil mode de
régler cette matière est ordi-
nairement observé ne paraît

"expenses of embarkation"
pourraient être entendus en
sens différents

par V. S. paraît suffisamment clair,
il ne désire pas s'opposer
à la suppression des mots
incriminés.

pas d'après mon gou-
vernement d'une d'accord
avec les faits. En effet
les traités d'extradition, conclus
par les Pays Bas avec les
autres Etats Européens contiè-
nent constamment la disposition
que de part et d'autre on renonce
à la restitution des frais
que comporte l'exécution
de commissions rogatoires.

Le fait que le Gouver-
nement des Pays Bas ne
peut pas avoir l'occasion
de faire entendre des témoins
sur son territoire dans
l'intérêt d'un procès crimi-
nel fait en Angleterre
ne semble pas être un
motif sérieux pour exiger
la restitution susdite.

En 1844 lors de la
conclusion du traité d'extra-
dition actuellement en
vigueur, le Gouvernement
Britannique était d'opinion
différente puisque par l'Art.
14 de ce traité l'Angleterre
renonce à se faire restituer
les frais de l'audition de
témoins en vertu de l'Art. 12

Il ne servirait guère à l'équité
de revenir sur cette disposition
et mon gouvernement désire
donc soumettre à la consi-
dération du Gouvernement
Britannique son désir de

Conserver les mots mentionnés
ci-haut ou une expression
analogue dans la rédaction
du traité.

Une dernière observation, ^{est que} cha-
cun des gouvernements trouve ~~qu'il~~ que
les mots ajoutés à la fin de
la première alinéa de l'article
sont ^{peut-être} probablement superflus.

XVI ^{seront} Quand on renonce de part et
d'autre à la restitution des
frais mentionnés, il s'entend
qu'ils seront à la charge de
l'Etat sur le territoire duquel
ils ont été faits.

Cependant si le Gouver-
nement Britannique insiste
sur ~~la nécessité~~ de ces mots,
mon gouvernement ne s'y
oppose pas absolument.

Je suis chargé en fin
de rappeler à V. S. la demande
de six exemplaires du
projet de traité que j'ai
pris la liberté de faire
dans mon ^{rapport} ~~rapport~~ du
9 Novembre 1846.

Veuillez agréer, M.
le chargé d'affaires, etc.



/ l'insertion